

# Ordonnance sur la production primaire (OPPr)

du 23 novembre 2005 (Etat le 1<sup>er</sup> mai 2017)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les art. 15, al. 3, et 37 de la loi du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires<sup>1</sup>,  
vu les art. 159a, 177 et 181, al. 3, de la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture<sup>2</sup>,

*arrête:*

## **Art. 1** Champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique aux exploitations pratiquant la production primaire.

<sup>2</sup> Elle s'applique également:

- a. à l'entreposage de produits primaires sur le lieu de production;
- b. au traitement, sur le lieu de production, de produits primaires destinés à la commercialisation, pour autant que le traitement n'ait pas pour effet d'en modifier sensiblement la nature;
- c. au traitement de produits primaires destinés à être utilisés comme aliments pour animaux dans l'exploitation qui les a produits;
- d. au transport de produits primaires jusque chez le premier acquéreur.

<sup>3</sup> ...<sup>3</sup>

## **Art. 2** Définitions

Dans la présente ordonnance, on entend par:

- a. *production primaire*: la production, l'élevage et la culture de produits primaires, y compris la récolte, la traite et la production d'animaux de rente avant l'abattage.
- b. *produits primaires*: les plantes, les animaux et les produits issus de la production primaire d'origine végétale ou animale qui sont destinés à la consommation humaine ou à la consommation animale.

RO 2005 5545

<sup>1</sup> [RO 1995 1469, 1996 1725 annexe ch. 3, 1998 3033 annexe ch. 5, 2001 2790 annexe ch. 5, 2002 775, 2003 4803 annexe ch. 6, 2005 971, 2006 2197 annexe ch. 94 2363 ch. II, 2008 785, 2011 5227 ch. I 2.8, 2013 3095 annexe I ch. 3. RO 2017 249 annexe ch. I].

<sup>2</sup> Voir actuellement la L du 20 juin 2014 (RS 817.0).

<sup>3</sup> RS 910.1

<sup>3</sup> Abrogé par le ch. II de l'O du 29 oct. 2008, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2009 (RO 2008 5169).

**Art. 3** Enregistrement

<sup>1</sup> Les exploitations actives dans la production primaire doivent notifier leur activité au service cantonal compétent, pour autant qu'elles ne soient pas déjà enregistrées, en vertu de l'ordonnance du 23 octobre 2013 sur les systèmes d'information dans le domaine de l'agriculture<sup>4</sup>. Les services cantonaux compétents transmettent la notification à l'Office fédéral de l'agriculture.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> La notification obligatoire visée à l'al. 1 n'est pas applicable aux exploitations:

- a. qui vendent exclusivement leurs produits primaires à des consommateurs directement ou par l'intermédiaire de commerces locaux pratiquant la vente au détail; ou
- b.<sup>6</sup> qui n'ont pas droit au versement des paiements directs selon l'art. 5 de l'ordonnance du 23 octobre 2013 sur les paiements directs<sup>7</sup> et qui ne doivent pas être enregistrées selon l'art. 7 ou 18a de l'ordonnance du 27 juin 1995 sur les épizooties<sup>8</sup>.

<sup>3</sup> L'Office fédéral de l'agriculture tient un registre des exploitations annoncées. Il édicte à l'intention des cantons des directives concernant la manière de recueillir les données.

**Art. 4** Obligations des exploitations

<sup>1</sup> Les exploitations actives dans la production primaire doivent tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux.

<sup>2</sup> Elles sont responsables de la sécurité des produits primaires.

<sup>3</sup> Elles veillent à ce que:

- a. le personnel ne souffre pas d'une maladie aiguë, transmise par des denrées alimentaires;
- b. le personnel soit informé en matière de mesures sanitaires;
- c. des contaminations par les animaux, les parasites, les déchets, l'air, l'eau et le sol ainsi que par des résidus de substances chimiques et les emballages des aliments pour animaux soient évitées;
- d. les produits primaires soient produits, entreposés, traités et transportés de manière à ce que leur qualité hygiénique et leur propreté ne soient pas altérées;
- e. les résultats des analyses effectuées sur des échantillons de matériel végétal, animal ou de toute autre nature et revêtant une importance pour la santé humaine ou animale soient pris en considération;

<sup>4</sup> RS 919.117.71

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon l'art. 30 ch. 1 de l'O du 23 oct. 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 4009).

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 9 de l'annexe 9 à l'O du 23 oct. 2013 sur les paiements directs, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 4145).

<sup>7</sup> RS 910.13

<sup>8</sup> RS 916.401

- f. lors de l'arrivée de nouveaux animaux dans un cheptel, des mesures de sécurité soient prises contre la contamination par des maladies.

<sup>4</sup> Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)<sup>9</sup> établit les exigences concernant:

- a. la production de produits primaires;
- b. la traçabilité.

<sup>5</sup> Il peut prescrire que les exploitations doivent tenir un registre relatif à leur production.

#### **Art. 5** Traçabilité

<sup>1</sup> Les exploitations actives dans la production primaire doivent être en tout temps en mesure de renseigner, à l'aide de documents écrits, les organes de contrôle sur les destinataires de leurs produits primaires et sur les fournisseurs des moyens de production utilisés. Le DEFR désigne ces moyens de production.

<sup>2</sup> La traçabilité n'est pas exigée pour les livraisons directes aux consommateurs ou aux commerces locaux pratiquant la vente au détail.

<sup>3</sup> Les documents mentionnés à l'al. 1 ainsi que les rapports concernant les examens et analyses faits sur les animaux et les produits primaires doivent être conservés pendant trois ans.

#### **Art. 6** Mesures en cas de danger pour la santé humaine

Quiconque constate ou a des raisons d'admettre qu'il a cédé des produits primaires mettant en danger ou pouvant mettre en danger la santé humaine doit:

- a. prendre sans délai les mesures qui s'imposent pour retirer du marché les produits en question;
- b. informer immédiatement les autorités chargées de l'exécution;
- c. coopérer avec les autorités compétentes en vue d'écarter le plus rapidement possible le danger que représentent ces produits pour la santé humaine.

#### **Art. 7** Contrôles

<sup>1</sup> Les cantons contrôlent si les dispositions de la présente ordonnance sont respectées.

<sup>2</sup> Ils veillent à ce que les contrôles de la production primaire effectués en vertu de la présente ordonnance soient intégrés aux contrôles effectués en vertu des législations sur l'agriculture, les épizooties et les produits thérapeutiques.

<sup>3</sup> Ils peuvent associer à l'exécution des contrôles tout organe accrédité conformément à la norme européenne ISO/IEC 17020 «Critères généraux pour le fonctionne-

<sup>9</sup> La désignation de l'unité administrative a été adaptée au 1<sup>er</sup> janv. 2013 en application de l'art. 16 al. 3 de l'O du 17 nov. 2004 sur les publications officielles (RO 2004 4937). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

ment de différents types d'organismes procédant à l'inspection»<sup>10</sup> ou à toute autre norme plus pertinente aux fins des tâches déléguées en question et présentant les garanties de compétence et d'indépendance; les activités de contrôle de l'organe associé sont supervisées par sondage.

<sup>4</sup> Les cantons organisent des audits ou des inspections de ces organes. S'il ressort d'un audit ou d'une inspection que ces organes ne s'acquittent pas correctement des tâches qui leur ont été déléguées, la délégation peut être retirée. Le cas échéant, la délégation est retirée sans délai si l'organe de contrôle ne prend pas en temps utile des mesures correctives adéquates.

#### **Art. 8<sup>11</sup>** Exigences auxquelles les contrôles doivent satisfaire

<sup>1</sup> La fréquence et la coordination des contrôles sont régies par l'ordonnance du 16 décembre 2016 sur le plan de contrôle national de la chaîne alimentaire et des objets usuels<sup>12</sup> et par l'ordonnance du 23 octobre 2013 sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles<sup>13,14</sup>

<sup>1bis</sup> Les autorités cantonales compétentes veillent à ce que les données de contrôle soient saisies ou transférées dans le système d'information centralisé visé à l'art. 165d de la loi du du 29 avril 1998 sur l'agriculture.<sup>15</sup>

<sup>2</sup> Les contrôleurs doivent être indépendants des exploitations qu'ils contrôlent. Dans les cas mentionnés à l'art. 10 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative<sup>16</sup>, ils doivent se récuser.

<sup>3</sup> Les services cantonaux compétents ordonnent des mesures appropriées lorsque les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas respectées.

#### **Art. 9<sup>17</sup>** Compétence des offices fédéraux

<sup>1</sup> L'Office fédéral de l'agriculture, en collaboration avec l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, surveille l'exécution des prescriptions sur la production primaire dans les cantons. Il peut édicter des instructions sur les contrôles après avoir consulté les autorités cantonales compétentes. Les dispositions

<sup>10</sup> Le texte de cette norme peut être obtenu auprès de l'Association suisse de normalisation, Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur ([www.snv.ch](http://www.snv.ch)).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 6 de l'annexe 2 à l'O du 26 oct. 2011 sur la coordination des contrôles, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2012 (RO 2011 5297).

<sup>12</sup> RS 817.032

<sup>13</sup> RS 910.15

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. 5 de l'annexe 3 à l'O du 16 déc. 2016 sur le plan de contrôle national de la chaîne alimentaire et des objets usuels, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2017 (RO 2017 339).

<sup>15</sup> Introduit par le ch. 3 de l'annexe 3 à l'O du 23 oct. 2013 sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 3867).

<sup>16</sup> RS 172.021

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 11 de l'O du 4 sept. 2013 (Réorganisation de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO 2013 3041).

figurant à l'art. 16 de l'ordonnance du 20 octobre 2010 sur le contrôle du lait<sup>18</sup> sont réservées.

<sup>2</sup> Après avoir consulté les autorités cantonales compétentes, l'Office fédéral de l'agriculture établit avec l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires un programme de contrôle national pluriannuel.

#### **Art. 10** Plans d'urgence

<sup>1</sup> Après avoir consulté les autorités cantonales compétentes et la Direction générale des douanes, l'Office fédéral de l'agriculture établit avec l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires des plans d'urgence pour la gestion des crises. Ces plans contiennent notamment des informations sur:<sup>19</sup>

- a. les services officiels et les organisations à associer;
- b. leurs tâches respectives en cas de crise;
- c. les procédures d'échange d'informations entre les services officiels et les organisations intervenant dans la gestion des crises.

<sup>2</sup> Les plans d'urgence doivent être adaptés, en particulier en cas de réorganisation des autorités compétentes ou sur la base des résultats d'exercices de préparation aux situations de crise.

#### **Art. 11**<sup>20</sup>

#### **Art. 12** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

<sup>18</sup> RS **916.351.0**

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I 11 de l'O du 4 sept. 2013 (Réorganisation de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2014 (RO **2013** 3041).

<sup>20</sup> Abrogé par le ch. IV 63 de l'O du 22 août 2007 relative à la mise à jour formelle du droit fédéral, avec effet au 1<sup>er</sup> janv. 2008 (RO **2007** 4477).

